

14 h / Accaparement des terres, colonialisme nouvelle vague.

Depuis la grave crise alimentaire de 2008, une véritable ruée sur les terres arables se déroule dans les pays du Sud. Les fonds de pension et les multinationales du secteur de l'énergie, ainsi que l'industrie agroalimentaire et certaines nations arabes et asiatiques, négocient l'achat ou la location de millions d'hectares en Afrique et en Amérique du Sud. Le land grabbing se pratique au détriment des ressources et des populations locales, dans un climat de corruption généralisée.

Pendant que les ministres de l'agriculture des vingt pays les plus riches du monde discutent des prix des denrées alimentaires et du développement de la crise alimentaire, des millions d'hectares de terres fertiles et leurs ressources en eau sont accaparés, au détriment de paysans, d'éleveurs, de bergers, de pêcheurs, de peuples indigènes et de guérisseurs traditionnels et transformés en immenses opérations agro-commerciales par des investisseurs privés pour les marchés mondiaux. Ce néocolonialisme agraire ne saurait cependant faire oublier que l'accaparement des terres et des ressources entre les mains de quelques-uns ne date pas d'hier. Le Mouvement des Sans Terre dure au Brésil depuis plus d'un quart de siècle.

INTERVENANTS

Ignacio Del Valle Medina, paysan mexicain, dit « nacho » a été incarcéré en 2006 au moment d'une répression sanglante contre la commune de San Salvador Atenco près de Mexico. Cette répression a été l'insigne de la vengeance d'État face à la lutte déterminée et victorieuse que le FPDT (Frente de Pueblos en Defensa de la Tierra, Front communal en défense de la terre) d'Atenco a mené contre l'implantation d'un nouvel aéroport sur ses terres communales. Considéré par l'état comme un des principaux leaders de la résistance et condamné à 112 de réclusion, Ignacio del Valle a été libéré en 2012 avec 11 autres compagnons, suite à une forte mobilisation nationale et internationale.

Juan Manuel Sanchez Gordillo, maire de la commune autogérée de Marinaleda, Andalousie.

Marinaleda est une bourgade de 2700 habitants dans le centre de l'Andalousie. Dans cette fournaise, où le vent ne rafraîchit pas mais brûle, la terre est difficile à cultiver. Pourtant, sans beaucoup d'autres perspectives, la population de la région, au début des années 80, est principalement constituée de paysans, des paysans privés de terres, dans cette Andalousie où la répartition foncière ressemble plus à celle du Brésil d'alors qu'au reste de l'Europe. Comme au Brésil, un mouvement de « paysans sans terre » naquit alors, sous l'impulsion du Syndicat des Ouvriers Agricoles (SOC, qui est devenu la colonne vertébrale de l'actuel SAT, Syndicat Andalou des Travailleurs). Sous Les habitants de Marinaleda décident, au tout début des années 80, d'occuper une grande propriété appartenant au Duc del Infantado. L'aristocratie espagnole est, encore de nos jours, le plus grand bénéficiaire de la Politique Agricole Commune en Andalousie, en cultivant une infime partie de leur immense patrimoine foncier. Régulièrement chassés par la police, le peuple de Marinaleda revient, et réoccupe les lieux. En 1992, ils obtiennent gain de cause : l'Etat leur octroie 2000 hectares. L'utopie peut démarrer.

Haroldo Salazar est un spécialiste des populations indigènes et de la biodiversité en Amazonie, président de l'AIDSESEP, représentant les intérêts immédiats et historiques de tous les peuples autochtones de l'Amazonie, la conservation et le développement de l'identité culturelle affirmée, l'autodétermination des peuples autochtones dans le cadre du droit international et promeut le développement humain et durable des peuples autochtones. L'AIDSESEP est présent dans l'ensemble de l'Amazonie.

Patricio Rivera Cornejo Millapan, Président de Pueblo Mapuche en France, est un des représentants des Mapuche, condamné à mort mais heureusement exilé en Europe. Son combat pour la défense des terres Mapuche et la reconnaissance des droits ancestraux de sa nation face aux multinationales et au gouvernement chilien en font un interlocuteur et un témoin privilégié des événements actuels au Chili, (= expropriations, déforestation, déplacement des populations etc.), un porte parole et un relai des informations les plus récentes grâce à ses allers-retours incessants.

Katia Roux, Peuples Solidaires

17 h 30 / Clôture du débat